

Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires

[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET
SERVICES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Prestations d'impression, de livraison et de routage pour les
supports d'information et de communication interne et
externe du Centre national des œuvres universitaires et
scolaires**

Marché passé en Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161- 5 du Code de la commande publique.

Table des matières

1. OBJET DU MARCHE	4
2. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE.....	4
2.1 Forme et procédure du marché.....	4
2.2 Prix du marché.....	4
2.3 Modalité d'émission des bons de commande	5
2.4 Durée du marché	5
2.5 Délai d'exécution des prestations à bon de commande.....	6
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
4. CONSIDERATION D'ORDRE SOCIAL	6
5. GESTION ET SUIVI DU CONTRAT	7
5.1 Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire.....	7
5.2 Forme des notifications et communications.....	8
6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
6.1 Obligations et Responsabilités du titulaire	8
6.2 Obligation de confidentialité	9
6.3 Obligation relative à la sous-traitance.....	11
7. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION	11
7.1 Modifications relatives au titulaire.....	11
7.2 Modifications des prestations	12
8. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD).....	13
9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
9.1 Modalités de vérification	14
9.2 Admission – Réfaction - Rejets	15
10. PRIX.....	15
10.1 Nature et contenu des prix	15
10.2 Variation des prix	15
11. VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE	16
12. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	17
12.1 Périodicité de paiement.....	17
12.2 Modalités de paiement	17
12.3 Régime et délais de paiements	18
12.4 Intérêts moratoires	18
13. DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES.....	18
13.1 Délais d'exécution.....	18
13.2 Pénalités pour retard.....	18

13.4	Autres sanctions	19
14.	DOCUMENTS A FOURNIR PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE	19
15.	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES.....	21
16.	INTERRUPTION, SUSPENSION DES PRESTATIONS ET RESILIATION	20
17.	LITIGES	21
18.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	21

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations d'impression, livraison et routage pour les supports d'information et de communication interne et externe du Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

2. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ

2.1 Forme et procédure du marché

Le marché est passé en appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161- 5 du Code de la commande publique.

Le marché est alloté en 2 lots :

- Lot n°1 : service MICOM impression/livraison – brochure, affiches, papeterie, dépliant et flyers ;

La Mission communication (Micom) du Cnous a en charge de mettre en valeur à travers des campagnes nationales les missions dévolues au réseau des Crous, afin d'assurer aux 3 millions d'étudiants concernés par ses missions, les meilleures conditions de vie pour la réussite de leurs études : bourses et aides, logement, restauration à tarif social, accès à la culture, emploi étudiant.

Différents documents, suivant une charte « Les Crous » déclinée de la charte Etat en vigueur, sont imprimés pour illustrer missions et services.

- Lot n°2 : service de l'OVE : impression/routage – brochures, affiches, papeterie

L'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) est un organisme public d'études et de recherche créé par arrêté du 14 février 1989. L'OVE est rattaché au Centre National des Œuvres Universitaires et scolaires (CNOUS) pour sa gestion administrative et financière et placé sous la tutelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

L'OVE a pour mission de recueillir et de diffuser des informations sur les conditions de vie des étudiants et sur leur rapport au déroulement des études, afin d'éclairer la réflexion politique et sociale et d'aider à la prise de décisions d'une part, de contribuer à la recherche sur les questions de vie étudiante d'autre part.

Il est précisé que cet allotissement (par principal consommateur) n'empêche pas l'ensemble des services du Cnous et de l'OVE de recourir aux deux lots. La mention du lot concerné devra toutefois figurer sur le bon de commande ainsi que sur la facture émise une fois la prestation effectuée.

2.2 Prix du marché

Le marché est passé à prix unitaires.

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-4-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande dans la limite des montants maximum suivants :

Lot n°1 : Service MICOM impression livraison – brochures, affiches, papeteries, dépliant et flyers :

Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
Sans montant minimum	200 000 € HT

- Lot n°2 : service de l'OVE : impression routage – brochures, affiches papeterie :

Montant minimum annuel la durée ferme	Montant maximum annuel
Sans montant minimum	50 000 € HT

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander auprès du titulaire d'autres fournitures de même nature que celles figurant au bordereau des prix unitaires, à l'appui d'un catalogue, barème ou tarif public fourni (après déduction de la remise éventuellement consentie par le titulaire indiquée dans l'acte d'engagement). Le volume commandé hors bordereau des prix unitaires ne pourra pas dépasser 10 000 € HT/an pour le lot n°1 et 2 000 € HT/an pour le lot n°2 sur la durée totale du marché.

2.3 Modalité d'émission des bons de commande

Au sein du service émetteur, la personne habilitée à émettre les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le Pouvoir adjudicateur exprime au titulaire son besoin à travers l'émission des bons de commande. Aucun bon de commande ne peut être émis au-delà de la validité du marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder 6 mois à compter de la fin de validité du marché.

A minima, les renseignements suivants sont portés sur le bon de commande :

- le numéro du bon de commande issu du système d'information financier du pouvoir adjudicateur ;
- le service émetteur et le nom du demandeur ;
- les références du marché et du titulaire ;
- l'adresse de facturation ;
- la date de début d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution, le cas échéant ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant HT / TVA / TTC ;
- le descriptif de la prestation ou le détail des fournitures ;
- les modalités de facturation (100 % après service / paiement partiel autorisé / paiement d'avance) ;
- les livrables attendus, le cas échéant ;
- la référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;
- la révision appliquée le cas échéant (dans le cas d'un renouvellement).

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le Titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un jour ouvré suivant la date d'envoi. A cet effet, il appartient au titulaire de communiquer au Pouvoir adjudicateur la ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires.

2.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois reconductible trois fois 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois au total.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur devra en avertir le titulaire du marché 2 mois avant la date anniversaire de marché.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Le marché prendra effet à compter de la date de notification.

2.5 Délai d'exécution des prestations à bon de commande

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande, en conformité avec les prescriptions du présent marché et les dispositions contenues dans l'offre du titulaire.

En cas d'absence de délai contraint dans le bon de commande, les prestations devront être exécutées dans un délai permettant une utilisation effective par le Pouvoir adjudicateur et conformément aux délais annoncés dans le marché.

L'émission des bons de commande ne peut pas excéder la durée totale du marché.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes : le cadre financier, annexes environnementale et sociale
- Le présent cahier des clauses administratives particulières ainsi que ses annexes (délais/pénalités et RGPD)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs décisions modificatives ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- Le cadre de réponse technique et/ou le mémoire technique remis dans l'offre du titulaire,

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées par avenant. Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées. Le Titulaire ne pourra se prévaloir de clauses particulières décrites dans son offre si elles sont en contradiction avec des clauses insérées dans l'accord cadre. Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionné dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification implique la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé et de son annexe. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni du CCAP et du CCTP. La version de ces derniers qui fait foi est celle conservée par le pouvoir adjudicateur.

4. CONSIDERATION D'ORDRE SOCIAL

S'inscrivant dans le PNAD 2022-2025 (Plan National pour des Achats Durables), la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 en son article L 2112-2-1-1 du Code de la Commande Publique impose l'intégration de clauses d'exécution « prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées ».

Soucieux d'encourager cette démarche et de soutenir toute mesure mise en œuvre par une entreprise à son

niveau pour participer à une économie plus inclusive, le Pouvoir Adjudicateur attend du Titulaire du présent marché qu'il s'engage de façon concrète et transparente, afin de faciliter l'insertion dans le monde du travail de personnes éloignées de l'emploi ou mesure destinées à développer la formation de personnes en cours d'apprentissage (proposition de stages, partenariat avec des écoles professionnelles ..).

Les engagements du Titulaire sur ce sujet sont rappelés en annexe 2 de l'Acte d'Engagement et feront l'objet chaque année **d'un rapport au Pouvoir Adjudicateur** dans un délai de deux mois à compter de la date anniversaire du marché. Ce bilan annuel rappelle les démarches entreprises concrètement dans ce domaine et les propositions d'actions à venir.

La non-production de ce rapport ainsi que l'absence de mesures conforme aux engagements feront l'objet de pénalités conformément aux dispositions de l'article 13.3 du présent document.

4.1 Pour le lot 1

Le titulaire s'oblige à exécuter pendant la durée du marché, une prestation annexe d'insertion de personnes en difficulté d'accès à l'emploi ou des personnes en situation d'apprentissage **pour un volume d'heure équivalent à 1 ETP (équivalent temps plein)**, et ce quel que soit son profil (Mission Locale, Alternance ou personne en situation de handicap ESAT ou Entreprise adaptée).

4.2 Pour le lot 2

Le titulaire s'oblige à exécuter, pendant la durée du marché, une prestation annexe d'insertion de personnes en difficulté d'accès à l'emploi ou des personnes en situation d'apprentissage **pour un volume forfaitaire de 150 heures réalisables en continu** dans le cadre d'un stage ou d'une immersion professionnelle type POEC.

4.3 Dispositif d'accompagnement

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, le Crous s'est adjoint les services de GPSO qui a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette clause, le Titulaire est ainsi invité à se rapprocher des interlocuteurs suivants :

Jacques LAFFONT	Vincent LE GALL
Seine Ouest Entreprise et Emploi	Seine Ouest Entreprise et Emploi
89, rue du Gouverneur Général Eboué	89, rue du Gouverneur Général Eboué
92130 Issy-les-Moulineaux	92130 Issy-les-Moulineaux
Tél : 06 34 17 55 02	Tél : 07 65 22 41 36
J.laffont@seineouest-entreprise.com	v.legall@seineouest-entreprise.com

5. GESTION ET SUIVI DU CONTRAT

5.1 Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le Titulaire désignera un référent. Le Titulaire pourra également désigner dans son offre les remplaçants

chargés d'effectuer les prestations seulement en cas d'indisponibilité du référent.

La bonne exécution de la prestation dépend ainsi de l'équipe affectée par le titulaire à l'exécution du marché. Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire s'engage à maintenir l'expérience, la compétence du personnel affecté au projet et en cas de changement de personnel, à assurer le transfert de compétence afin de garantir la continuité et la qualité équivalente de la prestation.

5.2 Forme des notifications et communications

Les échanges de communication entre le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information du Pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés (e-mail avec accusé de réception par retour d'e-mail) ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le Titulaire procède de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Crous dans un délai de 15 jours calendaires décomptés.

Le Titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché et des bons de commande, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

5.3 Principe d'exclusivité

Le Pouvoir adjudicateur passe exclusivement par le titulaire pour passer toutes commandes prévues par le marché. Néanmoins, en cas de retard avéré, passé le délai de livraison et/ou d'intervention convenu, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'annuler sans frais la commande par courriel ou par courrier et de commander la prestation auprès d'un autre prestataire.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 Obligations et Responsabilités du titulaire

Le Titulaire s'engage à :

- Assurer la bonne exécution des missions prévues dans les pièces du présent marché et à respecter les délais contractuellement prévus ;
- Maintenir et garantir un niveau de connaissance optimum de l'application afin d'assurer la maintenance dans les délais impartis
- Prévenir le Pouvoir adjudicateur de tout événement et/ou fait de nature à mettre en danger l'exécution de la prestation objet du présent contrat ;

Pour l'ensemble de ces obligations, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels partenaires économiques. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché. Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toute circonstance placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire.

Le Titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise

exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du fait du Pouvoir adjudicateur. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence.

6.2 Obligation de confidentialité

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du Pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

6.2.1 Destinataire et portée de l'obligation de confidentialité

Le Titulaire est soumis à une obligation de confidentialité concernant les informations confidentielles précisées ci-dessus. Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la nature confidentielle de ces Informations et notamment à :

- Ne publier ou diffuser aucune des informations confidentielles à des tiers, sans l'accord écrit et préalable de l'ensemble de l'institution ;
- Communiquer, de manière restreinte, les informations confidentielles aux seuls membres de son personnel qui doivent en avoir directement connaissance pour l'application du présent marché et qui sont liées par des obligations de confidentialité ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à d'autres fins que celles prévues par le présent marché ;
- Eviter toutes les transmissions notamment par moyen électronique, pouvant nuire à la protection des informations confidentielles ;
- Prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la nature confidentielle des informations confidentielles ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter l'accès et l'utilisation détournée ou frauduleuse par des tiers des Informations confidentielles ;
- Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des Informations confidentielles et ce notamment afin d'empêcher qu'elles ne soient modifiées, déformées, endommagées ou détruites de manière accidentelle ou frauduleuse ;
- Assurer une étanchéité absolue entre les Informations confidentielles et toute autre donnée ou information dont le Titulaire peut assurer le stockage ou qu'il peut traiter pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers ;
- Avertir immédiatement par écrit l'institution, de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent article.

Pour certaines missions, si le Crous le juge utile, il pourra être demandé au titulaire qu'il signe un accord de confidentialité.

6.2.2 Propriété des informations confidentielles

Les informations confidentielles transmises au titulaire ou accessible à ce dernier demeurent la propriété exclusive du Cnous. La transmission des Informations confidentielles au titulaire ne peut être considérée ou interprétée comme lui cédant ou concédant un droit quelconque de propriété intellectuelle ou de toute autre nature sur les Informations confidentielles.

Chaque partie s'engage à ne pas déposer les informations confidentielles de l'autre partie ou tout document incorporant des dernières à titre de marque, brevet, dessin, modèle, ou tout autre droit de propriété intellectuelle, en son nom ou par un tiers, en France ou à l'étranger. Il en est de même en ce qui concerne les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique ou le secret des affaires.

Chaque partie s'engage à première demande et selon les modalités précisées dans celle-ci à restituer à l'autre partie les Informations confidentielles et/ou à détruire tout document incorporant lesdites Informations. Le cas échéant, une attestation de destruction pourra être signée par la Partie réceptrice des informations confidentielles. Ces restitutions et destructions s'entendent des originaux et de toute copie, quel qu'en soit le support et/ou la forme.

6.2.3 Modalités de communication des informations confidentielles

Toute transmission d'informations confidentielles par le Titulaire à un tiers ne peut être effectuée qu'après avoir obtenu l'accord écrit du Cnous.

Le Titulaire s'engage à héberger et échanger les Informations confidentielles avec le Cnous au moyen d'infrastructures informatiques et d'infrastructures de télécommunication conformes à l'état de l'art de la sécurité informatique et de la sécurité en matière de télécommunications, afin de prévenir tout usage non autorisé des Informations Confidentielles via le système d'information du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre, sur les environnements hébergeant les Informations confidentielles, les organisations et dispositifs permettant d'assurer une robustesse optimale de ses moyens informatiques et de ses moyens de télécommunication, face aux menaces courantes telles que ver, virus, cheval de Troie, espionnage, sans que cette liste ne soit exhaustive.

Le Titulaire doit assurer une activité quotidienne de veille sur les menaces (ver, virus, cheval de Troie, espionnage, sans que cette liste soit exhaustive) et les vulnérabilités (failles identifiées) des environnements informatiques et des environnements de télécommunication par lesquels peuvent transiter les Informations confidentielles tels que infrastructures intranet et accès externes internet, matériels et systèmes d'exploitation, logiciels éditeurs et internes.

La non-conformité des environnements du Titulaire à l'état de l'art de la sécurité informatique et de la sécurité en matière de télécommunications ne diminue pas la responsabilité du Titulaire quant à la présente obligation de confidentialité.

6.2.4 Application de la clause de confidentialité à toute personne travaillant pour le compte du titulaire

Le Titulaire se porte fort du respect par toute personne travaillant pour son compte de l'obligation de confidentialité telle que définie au présent article « confidentialité ».

Il lui appartient de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre ce résultat, tels que notamment :

- Faire signer à chacune des personnes affectées à l'exécution du contrat un engagement de confidentialité visant le respect du présent contrat et notamment les stipulations « confidentialité » sans que cela n'atténue la responsabilité du Titulaire à cet égard ;
- Former ce personnel aux règles à respecter pour garantir l'obligation de confidentialité,
- Communiquer à ce personnel uniquement les éléments strictement nécessaires à l'exécution de leur mission, en rappelant leur caractère confidentiel.

Par ailleurs, le Cnous se réserve la possibilité de faire signer un engagement de confidentialité à toute personne agissant pour le compte du Titulaire sur un site sans que cela n'atténue la responsabilité du titulaire à cet égard.

6.2.5 Limites à l'obligation de confidentialité

La présente obligation de confidentialité ne s'applique pas aux divulgations d'Informations confidentielles suivantes :

- La divulgation est nécessaire pour mettre en œuvre et prouver l'existence de droits en vertu du présent contrat ;
- Lorsque le Titulaire peut apporter la preuve que :
 - o Les informations étaient du domaine public (notamment relatives au savoir-faire, outils et méthodes relevant de l'état de l'art dans la profession) avant la date de communication par le Cnous, ou y sont entrées par la suite sans qu'une faute puisse être imputée au Titulaire ;
 - o Les informations étaient connues du Titulaire avant leur communication par le Cnous ;
 - o Les informations ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restriction et sans violation du présent contrat ;
 - o Les informations ont été publiées sans violation du présent contrat.

6.3 Obligation relative à la sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 ainsi que les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de soumissionner;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute de l'entreprise titulaire du marché (article 41 du CCAG-FCS).

7. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

7.1 Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou

gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2 Modifications des prestations

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier la masse initiale des prestations, à la hausse ou à la baisse, en cours d'exécution du marché, sur la base d'une proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut ainsi ajouter ou retirer des structures, en tout ou partie, ou modifier des éléments tels que la fréquence d'interventions, afin de tenir compte des modifications d'utilisation des sites et s'approcher de leur utilisation réelle.

En cas de modification des prestations, l'incidence financière sera calculée selon la règle de proportionnalité.

Le titulaire est tenu d'accepter les modifications relatives à l'ajout ou au retrait de site, en tout ou partie. Ces modifications dans l'exécution des prestations intervenues en cours de période feront l'objet d'un avenant récapitulatif.

Ces modifications ne devront pas avoir pour effet de changer la nature globale du contrat. Dans le cas contraire, et conformément à l'article L.2195-6 du Code de la commande publique, le marché public pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

A cet égard, le titulaire adressera au Pouvoir adjudicateur le détail des mesures proposées avec leur coût détaillé. Une rencontre sera alors organisée afin de déterminer les mesures qui peuvent être retenue en vue d'une modification des clauses contractuelles et leur impact financier. Un avenant sera alors rédigé et contractualisé.

Enfin, le présent marché peut être modifié en cas de changement d'indice INSEE et dans les cas listés aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique.

8. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGPD (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché. Il doit aussi suivre les recommandations de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et des institutions européennes. Le Pouvoir Adjudicateur reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation strictement inscrite dans les prestations découlant de l'objet du marché. Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction totale et intégrale des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché.

La finalité principale du traitement vise à la réalisation de prestations d'impression et de routage de divers documents et supports.

Le sous-traitant agit pour le compte du responsable du traitement ce qui implique qu'il devra se conformer aux directives et orientations de ce dernier relative au traitement. Des sous-finalités peuvent être ajoutées à condition d'être compatible avec la finalité principale.

1. Obligations du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à respecter toutes les obligations incombant au sous-traitant prévues à l'article 28 du RGPD, notamment à :

- Traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) définies dans le cadre du marché et aux conditions du présent marché décrit au 1 de l'annexe RGPD du présent marché (au présent Cahier des clauses administratives particulières) ;
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité et l'accès encadré aux données;
- Ne recourir à un sous-traitant ultérieur qu'après l'autorisation écrite et spécifique du responsable de traitement et dans les conditions décrites au 2 de l'annexe RGPD ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

2. Droits de la personne concernée

Les Parties au marché s'engagent à respecter minutieusement les dispositions du Chapitre III du RGPD traitant notamment du droit d'information des personnes concernées et de l'exercice de leurs droits.

3. Entraide des Parties

Les Parties au marché s'engagent à s'aider, notamment par l'échange dans les meilleurs délais de toutes les informations relatives a :

- un risque, une tentative de violation ou une violation avérée des données à caractère personnel ;
- la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes prévues par l'article 32 du RGPD et ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;

Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel.

5. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

6. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant les informations listées dans l'article 30 du RGPD et au 3 de l'Annexe RGPD.

7. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le CNOUS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

8. Durée

Le traitement est prévu pour la durée du marché. A la fin du traitement le sous-traitant devra éliminer les données personnelles récoltées de sa base de données et en fournir les éléments de preuve

9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Modalités de vérification

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG FCS, les dates de vérifications ne sont pas choisies par le titulaire mais par le pouvoir adjudicateur ; les frais de vérifications éventuels sont à la charge du titulaire.

Après réception du BAT envoyé par le titulaire (essentiellement par mail et exceptionnellement sous forme d'épreuve papier à l'adresse du Cnous), si le service commanditaire ne donne pas son bon pour accord, le titulaire doit, sur les recommandations dudit service, faire les modifications nécessaires pour que le BAT soit conforme à la demande.

Le délai de réalisation des prestations (incluant l'impression, la livraison ou le routage) est indiqué dans le BPU et rappelé dans le bon de commande.

A réception des prestations, les opérations de vérification prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG- FCS

La vérification et la réception sont effectuées sur le lieu de livraison par le responsable du service habilité à cet effet.

Sa signature ou son cachet ne vaut que pour acceptation de la quantité reçue et non pour acceptation de la qualité de la marchandise.

- Vérification quantitative : les fournitures doivent être conformes aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le bulletin de livraison correspondant ;
- Vérification qualitative : si la fourniture livrée ne correspond pas qualitativement aux spécifications de la commande en application du marché ou si la fourniture a été endommagée durant le routage, la fourniture doit être remplacée en totalité ou en partie dans les délais mentionnés en annexe 1 du CCAP. Dans le cas contraire des pénalités seront appliquées.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues par le présent document.

En cas de retard de la livraison dans un des points indiqués dans le plan de diffusion, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAP.

Le Crous signale par mail aux adresses communiquées par le titulaire du marché toutes les anomalies relevées à la suite des vérifications réalisées. Ce procédé est aussi retenu pour prononcer le service-fait.

9.2 Admission – Réfaction - Rejets

Les dispositions applicables en matière d'admission, réfaction ou rejets des prestations sont celles détaillées à l'article 30 du CCAG-FCS.

Quand la prestation est totalement insatisfaisante, un procès-verbal de recette est dressé immédiatement. Le Crous refuse la prestation.

10. PRIX

10.1 Nature et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées de la façon suivante : par prix unitaire selon les mentions du cadre financier annexé au présent acte d'engagement (onglet BPU).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations et des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières (situation sanitaire, les frais de déplacement, etc.), ...

Les prestations s'exécutent à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

10.2 Variation des prix

Les prix du marché sont révisables tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times [CPF(n)/ CPF(0)]$$

Dans laquelle:

- P(n) est le prix révisé ;

- P(o) est le prix initial réputé établi aux conditions économiques suivantes : 10 jours calendaires préalables à la date limite de remise des offres.
- CPF(0) : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction (dernier indice publié 10 jours avant la remise des offres)
- CPF(n) : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction (dernier indice publié à la date de révision)

Ci-dessous le lien vers l'indice utilisé :

[Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction | Insee](#)

La demande de révision est à la charge exclusive du Titulaire, qui dispose d'un délai de deux mois après la date anniversaire pour faire parvenir sa proposition de révision, par voie électronique ou postale. Passé ce délai, aucune révision ne pourra être appliquée pour l'année concernée.

10.3 Clause de réexamen relative à la révision des prix

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, les parties sont en droit de ne pas appliquer la révision des prix dans les cas suivants :

- Prix nouveaux intégrés dans le bordereau des prix
- Pourcentage de révision annuelle < 1% en plus ou en moins-value

Pour être mis en œuvre le titulaire devra adresser une demande au Pouvoir Adjudicateur par courriel. Le Pouvoir Adjudicateur devra en accuser réception et notifier sa décision d'acceptation ou de refus au titulaire dans les 15 jours ouvrés suivant la demande.

11. VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la Commande Publique.

Si le titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due que pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé de la manière suivante :

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande en cause ;
- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.
- Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, ce montant est porté à 10%.

12. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

12.1 Périodicité de paiement

Les missions sont conclues à bons de commande, chaque bon de commande est facturé par le titulaire. Il sera établi un bon de commande par type de prestation.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

12.2 Modalités de paiement

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après contrôle de la facture et émission du service fait, sous réserve que l'ensemble des pièces nécessaires à la justification du paiement ait été joint.

Depuis le 1er janvier 2020, le dépôt de la facture est obligatoire pour l'ensemble des entreprises françaises travaillant avec l'Etat. Aussi, toute facture qui n'aura pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail Chorus Pro sera réputée non reçue par l'administration et ne pourra donner lieu à une demande d'intérêts moratoires pour défaut de paiement dans le cadre du DGP.

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante : sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisée (PDF ou saisie directe sur Chorus) : <https://Chorus-pro.gouv.fr> .

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter outre les mentions légales les éléments suivants :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ainsi que le numéro de marché ou de contrat ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- 12° Les livrables attendus le cas échéant ;

13° La référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;

14° La révision appliquée le cas échéant (Dans le cas d'un renouvellement).

Renseignements concernant le système Chorus :

Siret du Pouvoir adjudicateur : 18004401800026

Les services émetteurs de commandes peuvent indiquer leurs codes de facturation Chorus sur leurs bons de commandes.

12.3 Régime et délais de paiements

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-26 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

12.4 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13. DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES

13.1 Délais d'exécution

Les délais contractuels d'exécution susceptibles d'être sanctionnés sont ceux portés au CCTP et rappelés en annexe 1 du CCAP et au BPU pour la partie livraison. La prolongation éventuelle du délai d'exécution peut être accordée par le CNOUS sur demande écrite et motivée du Titulaire

13.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si le délai d'exécution tel que défini dans le CCTP est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à **8% du montant total HT** du bon de commande par jour ouvré de retard dans la limite du montant total HT du bon de commande.

Les pénalités sont cumulables.

Le montant des pénalités fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes et sera déduit par le Pouvoir Adjudicateur sur les paiements en cours ou à venir dus au titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

13.3 Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales et sociales

- Retard dans la transmission de documents demandés

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs demandés au titre des considérations environnementales et sociales, il sera appliqué une pénalité égale à 50 euros par jour ouvré de retard et par pièce manquante.

- Non-respect d'une mesure prise

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas l'une des mesures qu'il s'est engagé à prendre dans le cadre de la clause sociale mentionnée à l'article 4 et conformément à l'annexe relative aux engagements sociaux du titulaire (annexe 3 à l'AE), ou alors en cas de non-respect des engagements environnementaux (annexe 2 à l'AE) le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 150 € par infraction ou manquement constaté.

13.4 Autres sanctions

En cas d'insuffisance caractérisée relative à la qualité de la prestation une pénalité forfaitaire correspondant à 10% du montant du bon de commande sera appliquée.

En cas d'infraction aux clauses réglementaires ou contractuelles répétées ou de rejet pour insuffisance touchant notamment à la qualité, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Si des manquements récurrents sont constatés (en cas de défaillance du titulaire, de refus de livraison et/ou d'intervention, de livraison et/ou d'intervention incomplète, de retard dans les délais accordés d'une fourniture ayant fait l'objet d'une commande ou d'un rejet...), le pouvoir adjudicateur est autorisé à se fournir auprès d'un autre fournisseur afin de garantir la continuité du Service Public.

Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché, et déduite d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

14. DOCUMENTS A FOURNIR PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

14.1. Assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit pouvoir attester dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable. Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable.

Il doit être en mesure de fournir l'attestation en vigueur à tout moment durant l'exécution du marché.

14.2 Justificatifs sociaux et fiscaux

Conformément aux dispositions de l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la

fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de vigilance émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à R. 1221-12 L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.
 - o Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - 1° Sa date d'embauche ;
 - 2° Sa nationalité ;
 - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si les documents ne sont pas fournis, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

15. INTERRUPTION, SUSPENSION DES PRESTATIONS ET RESILIATION

15.1 Interruption/ suspension d'une prestation et résiliation dans le cadre d'un bon de commande

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, interrompre ou suspendre une prestation en cours faisant l'objet d'un bon de commande, avant son achèvement.

L'interruption ou la suspension de la prestation sera notifiée au titulaire par courrier électronique et confirmée par courrier recommandé avec accusé de réception. Les prestations réalisées et validées seront payées au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut également décider de résilier un bon de commande à tout moment. Il notifie sa décision au titulaire par courrier électronique et celle-ci doit être confirmée par courrier recommandé avec accusé de réception.

15.2 Résiliation du marché

Le Pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique et selon les dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS.

16. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Le Titulaire doit notifier à l'établissement de crédit ou à la société d'affacturage bénéficiaire de la cession, de l'affacturage ou du nantissement de créance, l'adresse comptable chargée du paiement.

17. LITIGES

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le Pouvoir adjudicateur au moment du litige

L'Organe chargé de la Médiation est le :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
1C Bâtiment Condorcet
6 rue Louise Weiss
75703 PARIS Cedex 13
Tel : 01 44 97 30 59

Adresse internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

18. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles du présent CCAP dérogent aux articles CCAG-FCS sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
<u>3.</u>	<u>4.1 et 4.2.1</u>
<u>9.1</u>	<u>27.2</u>
<u>13.2</u>	<u>14.1.1 et 14.1.3</u>